



## CSAA Limoges du 3 juillet

Nous souhaitons commencer cette déclaration par une pensée pour nos collègues dont les établissements ont été détruits ou pris pour cible par les violences qui émaillent notre pays ces derniers jours. Nous nous associons pleinement à la peine que ressentent tous les personnels face à cette situation qui résulte avant tout de dizaines d'années d'abandon des politiques jeunesse et d'une mise à mal profonde des services publics.

Depuis la promulgation de la loi réformant les retraites, le Président de la République s'est engagé dans une course folle pour remplir les 100 jours qui le séparent de son allocution du 14 juillet d'annonces successives, déconnectées des réalités comme des besoins. Il manifeste par là même une précipitation qu'il confond avec l'action et dont les retombées sur notre système éducatif sont inquiétantes.

Pour l'UNSA Éducation, le traitement des questions éducatives, comme d'autres malheureusement, est devenu préoccupant et intenable. Pour être en mesure d'annoncer tous azimuts deux ou trois floppées de mesures hebdomadaires, le gouvernement s'est abandonné à ne plus penser ni les besoins réels de notre pays, ni les réalités de la chose publique, pour abdiquer sa fonction première et se muer en agence de communication et d'annonces, sans se préoccuper des effets induits sur le système et plus largement sur notre société.

Apprendre encore une fois via BFM ou autre que le gouvernement veut revenir sur le recrutement des enseignants à Bac+5, que les vacances scolaires sont également dans le collimateur sans prendre aucunement en compte les différents rapports des spécialistes des questions de chronobiologie relève de la maltraitance institutionnelle, nous n'avons eu de cesse depuis la période Blanquer de demander à être informés directement et avant toute annonce médiatique.

**La mise en œuvre à marche forcée du pacte, la réforme de la voie professionnelle pensée autour de « super-pactes » avec en plus des annonces floues ou anxiogènes sur la disparition de filières, la création du bureau des entreprises, la gratification des PFMP, l'organisation en urgence d'une journée de sensibilisation contre le cyberharcèlement dans les classes de collège en pleine période de conseils de classe, d'organisation des examens et de préparation de la rentrée, la mise en place du SNU sur le temps scolaire, sont autant de sujets qui, pêle-mêle, viennent percuter la préparation de la rentrée scolaire, accroissant les mises en tension du système et les confusions de tous ordres.**

Face à cela, l'UNSA Éducation dénonce avec la plus grande fermeté, la perte de vue de l'intérêt du service public d'éducation, et surtout celui des élèves, et cela alors que tous les indicateurs sont au rouge : aussi bien en ce qui concerne l'absence d'équité de notre système, l'épuisement des personnels quels que soient leur filière, secteur ou fonction, la perte du sens dans leurs missions sans oublier le déficit d'attractivité de nos métiers.

**Le pouvoir politique, non seulement s'entête, mais également s'obstine à faire le contraire de ce dont a besoin notre système** : de la concertation, de la réflexion, du consensus et du temps, autre que le temps politique, pour mettre en œuvre les réformes nécessaires, en dehors de visées dogmatiques et d'objectifs de basse politique. Des personnels formés, soutenus et en nombre suffisant sont aujourd'hui un enjeu démocratique, notre institution passe son temps à coller des sparadraps là où nous constatons tous la nécessité de redonner un sens à l'école, aux politiques jeunesse, à l'accompagnement des familles et des mineurs les plus fragiles.

Cette année, lors de la 11ème édition du baromètre des métiers, menée du 5 mars au 5 avril 2023, 34585 collègues issus des métiers de l'éducation, de la recherche et de la culture ont répondu aux questions de l'UNSA Éducation.

Les résultats sont profondément inquiétants pour notre société : **les personnels qui portent les politiques de jeunesse et d'avenir dans notre pays expriment un découragement alarmant. 19% seulement conseilleraient leur métier à un jeune de leur entourage, une forte baisse puisqu'en 2016 ils étaient encore 41%.**

L'UNSA Éducation veut alerter l'opinion publique sur les fortes attentes des personnels du service public de l'éducation, de la recherche et de la culture. L'amour du métier continue à faire battre le cœur des collègues, dans 92% des réponses, mais cet enthousiasme s'effrite dans le détail. Les chiffres interrogent, quand le bonheur d'exercer le métier est plus faible en proportion chez les enseignantes et enseignants et décroît avec l'âge, mais aussi quand les chiffres sont meilleurs en éducation prioritaire, là où des moyens supplémentaires sont attribués.

La proportion de personnels qui songent à changer de métier, notamment vers le privé, est en augmentation constante depuis 2016, ce qui met en exergue un problème d'attractivité pour les métiers de la fonction publique. Les chiffres diffèrent souvent selon l'âge, le genre ou le corps d'appartenance : les conditions de travail se dégradent chez les femmes, notamment en début de carrière et les perspectives de carrière sont jugées particulièrement insatisfaisantes en milieu de carrière, entre 35 et 55 ans. La charge de travail est un problème de plus en plus sensible chez les personnels d'encadrement du ministère de l'éducation, qui ont porté le système à bout de bras pendant la crise sanitaire. Derrière la priorité constante accordée au pouvoir d'achat, c'est la première fois que la charge de travail dépasse les 50% dans notre baromètre.

**L'UNSA Education, au vu des résultats de l'enquête, questionne la capacité durable de la puissance publique à porter des politiques nationales, après un premier quinquennat Macron désastreux pour le dialogue social et la place donnée aux représentantes et représentants du personnel, quand 91% des personnels se déclarent en désaccord avec les politiques menées dans leur ministère.**

Les changements de casting ne suffisent plus quand c'est la méthode descendante, ignorant les difficultés et les réalités du terrain, qui est rejetée, y compris par les chefs d'établissement. Cette méthode, qui s'appuie surtout sur des annonces médiatiques, doit changer et laisser plus de place à une appropriation par le terrain de grandes orientations nationales. La crise de confiance est forte et inquiétante.

**Les personnels ont placé la crise démocratique en tête des trois mutations sociales sur laquelle l'enquête les interrogeait, devant le virage écologique et la mutation numérique.** Leurs réponses mettent en avant leur engouement, notamment chez les plus jeunes, pour les nouvelles formes de participation citoyenne et de démocratie sociale, avec une confiance largement établie pour les syndicats, au détriment des formes traditionnelles de démocratie représentative. Ce qui doit nous interroger à l'issue d'un conflit social où des millions de Françaises et de Français ont eu le sentiment d'être ignorés et méprisés par le gouvernement.

La mutation numérique crée de profonds clivages, notamment générationnels, chez les personnels, majoritairement réticents face à de nouvelles dématérialisations qui ont souvent entraîné une surcharge de travail. Les personnels font remonter que le virage écologique, dans leur école, leur établissement ou leur service, est largement plus le fait de personnels qui s'engagent individuellement que d'une véritable stratégie collective (41% d'efforts individuels contre 12% de véritable stratégie locale d'après les répondantes et répondants). Face à l'urgence climatique, cette situation doit impérativement changer, la transition écologique doit, elle aussi, devenir centrale dans les politiques publiques.

**Le plus jeune président de la République avait promis un nouveau monde. Pourtant, plus de 5 ans après, le monde dans lequel nous vivons n'a rien de nouveau et surtout, il n'a rien d'optimiste. Notre pays vit au rythme des conflits sociaux et politiques qui permettent à l'extrême droite de prospérer sur les colères accumulées.** Le projet de réforme des retraites a su concentrer tous les travers de la

gouvernance Macron. L'arrogance élyséenne a ruisselé sur toute sa majorité, désormais relative, qui défend ses positions à coups d'éléments de langage tellement répétés qu'ils ne font plus qu'un bruit de fond qui tape sur les nerfs.

Dès la nomination de l'actuel ministre de l'Education Nationale il y a un an, l'UNSA Education avait alerté sur la nécessité impérieuse de relever trois défis majeurs :

- **L'attractivité des métiers** tout d'abord. Le nombre de places non offertes aux concours et les résultats de notre baromètre nous confortent dans la priorité à donner à ce défi.
- Le second défi, c'est **la réussite de l'École inclusive**. Il n'est plus possible de laisser les professionnels seuls, entre culpabilité et épuisement, et des élèves, des classes en panne, voire en souffrance. L'École inclusive ne peut se résumer ni en une somme d'étiquettes à coller à des enfants et des jeunes, ni en une accumulation de dispositifs et accompagnements, sans jamais réussir à être à la hauteur des besoins. Face à la diversité des situations, il faut une diversité de réponses pédagogiques, spécialisées et sociales, dans l'école, en équipe éducative, mais aussi avec d'autres partenaires et structures notamment du médico-social.
- Le troisième défi, c'est la nécessité de retrouver **de la mixité sociale**, de l'«apprendre ensemble» et du «vivre ensemble».

Ces trois défis, il s'agit de les relever tout en travaillant à la réconciliation des personnels avec leur institution, pas à coup d'annonces mais en ouvrant enfin les yeux sur ce que nos collègues vous font remonter, sur ce que les représentants du personnel de bonne foi vous disent, notre école et notre jeunesse sont dans une crise profonde, seul un sursaut politique et une vision à long terme sauront répondre à ces enjeux qui conditionnent tout à la fois notre pacte social, notre démocratie et l'avenir de notre jeunesse.

Un dernier point sur l'élection des représentants des conseils médicaux, les nouvelles règles de ces élections ont un lourd impact sur les académies dans lesquelles une organisation syndicale détient la majorité absolue, comme à Limoges. Cette situation met aujourd'hui la FSU Limousin au pied du mur, choisirez-vous chers collègues de conforter une hégémonie qui va à l'encontre de l'unité syndicale que vous portez dans votre ADN ou accepterez-vous de laisser une place à chaque organisation au regard de sa représentativité réelle ? Nous saurons bientôt si vous ne dénoncez que les réglementations qui ne vous arrangent pas et si vous savez faire preuve de responsabilité.

Pour l'UNSA Education

Pierre Gautret

Anabel Roy